

Convention collective

IDCC : 9411. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DU SECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE
(LOIR-ET-CHER)
(1^{er} avril 1980)**

(Etendue par arrêté du 19 janvier 1981,
Journal officiel du 18 février 1981)

AVENANT N° 46 DU 8 DÉCEMBRE 2008

NOR : *AGRS0997213M*

IDCC : *9411*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Loir-et-Cher,

D'une part, et

Le syndicat FNAF CGT ;

Le syndicat FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 1^{er} intitulé « Champ d'application », la mention « – des exploitations ayant pour activité principale l'élevage de gibiers. (La notion d'activité principale se définit au regard du rapport existant entre le chiffre d'affaires dégagé par la vente de gibiers et le chiffre d'affaires total mesuré en moyenne sur 2 années consécutives) » est supprimée.

Article 2

A l'article 39 intitulé « Prime d'ancienneté », entre la mention « – 5 % après 10 ans de service ininterrompu ; » et le dernier alinéa indiquant « Cette prime calculée sur le salaire mensuel brut sera payée mensuellement et apparaîtra distinctement sur le bulletin de paie. », il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« A titre transitoire, pour les salariés dépendant d'exploitations ayant pour activité principale l'élevage de gibiers, embauchés antérieurement à la date d'effet du présent avenant, l'appréciation du commencement de la période de

service ininterrompu s'effectuera à la date d'entrée en vigueur du présent avenant. (La notion d'activité principale se définit au regard du rapport existant entre le chiffre d'affaires dégagé par la vente de gibiers et le chiffre d'affaires total mesuré en moyenne sur 2 années consécutives.) »

Article 3

A l'article 61 intitulé « Prime d'ancienneté », après la mention « – 12 % après 15 ans de présence sur l'exploitation. », il est ajouté un dernier alinéa ainsi rédigé :

« A titre transitoire, pour les salariés dépendant d'exploitations ayant pour activité principale l'élevage de gibiers, embauchés antérieurement à la date d'effet du présent avenant, l'appréciation du commencement de la période de présence sur l'exploitation s'effectuera à la date d'entrée en vigueur du présent avenant. (La notion d'activité principale se définit au regard du rapport existant entre le chiffre d'affaires dégagé par la vente de gibiers et le chiffre d'affaires total mesuré en moyenne sur 2 années consécutives.) »

Article 4

A l'article 62 intitulé « Prime d'intéressement », il est ajouté un dernier alinéa ainsi rédigé :

« A titre transitoire, pour les salariés dépendant d'exploitations ayant pour activité principale l'élevage de gibiers, embauchés antérieurement à la date d'effet du présent avenant, l'appréciation du commencement de la période d'ancienneté à l'issue de laquelle est déterminée l'obligation de verser la prime d'intéressement s'effectuera à la date d'entrée en vigueur du présent avenant. (La notion d'activité principale se définit au regard du rapport existant entre le chiffre d'affaires dégagé par la vente de gibiers et le chiffre d'affaires total mesuré en moyenne sur 2 années consécutives.) »

Article 5

Les parties ont décidé de conclure le présent avenant qui n'est destiné à être appliqué que s'il est étendu sans réserve.

Elles en demandent l'extension, et sous la condition impérative exprimée à l'alinéa précédent, le présent avenant prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant la date de publication de l'arrêté d'extension.

Article 6

L'accord est remis à chacune des organisations signataires et 5 exemplaires signés sont déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Loir-et-Cher, 34, avenue Maunoury, 41011 Blois Cedex.

Fait à Blois, le 8 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)